

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

CAHIER BUDGÉTAIRE 2012

Le 5 décembre 2011

TABLE DES MATIÈRES

	Page
I - Prévisions budgétaires de 2012 du Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière	
- Mission	9
- Organigramme - Service	10
- Sommaire des revenus et dépenses par activités	11
- Principaux écarts - volet des dépenses	12
- Principaux écarts - volet des revenus	13
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	14
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	15
- Principales réalisations 2011	16
II - Prévisions budgétaires de 2012 Direction principale et Affaires civiles	
- Mission	19
- Organigramme	20
- Principaux écarts - volet des dépenses	22
- Principaux écarts - volet des revenus	23
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	24
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	25
- Principales réalisations 2011	26
- Priorités 2012	27

TABLE DES MATIÈRES

	Page
III - Prévisions budgétaires de 2012 Direction des services judiciaires	
- Mission	31
- Organigramme	32
- Principaux écarts - volet des dépenses	33
- Principaux écarts - volet des revenus	34
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	35
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	36
- Principales réalisations 2011	37
- Priorités 2012	38
IV - Prévisions budgétaires de 2012 Direction des poursuites pénales et criminelles	
- Mission	41
- Organigramme	42
- Principaux écarts - volet des dépenses	43
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	44
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	45
- Principales réalisations 2011	46
- Priorités 2012	47

TABLE DES MATIÈRES

	Page
V - Prévisions budgétaires de 2012 de la Magistrature	
- Organigramme	51
- Principaux écarts - volet des dépenses	52
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	53
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	54
VI - Prévisions budgétaires de 2012 Direction de l'évaluation foncière	
- Mission	57
- Organigramme	58
- Principaux écarts - volet des dépenses	60
- Principaux écarts - volet des revenus	61
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	62
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	63
- Principales réalisations 2011	64
- Priorités 2012	65
VII - Annexes	
Évolution des dépenses 2011	69
Évolution des revenus 2011	70
Dépenses - évolution budgétaire 2011 - Budget 2012	71
Revenus - évolution budgétaire 2011 - Budget 2012	72
Coordonnées du service et de la personne ressource	73

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2012

Mission

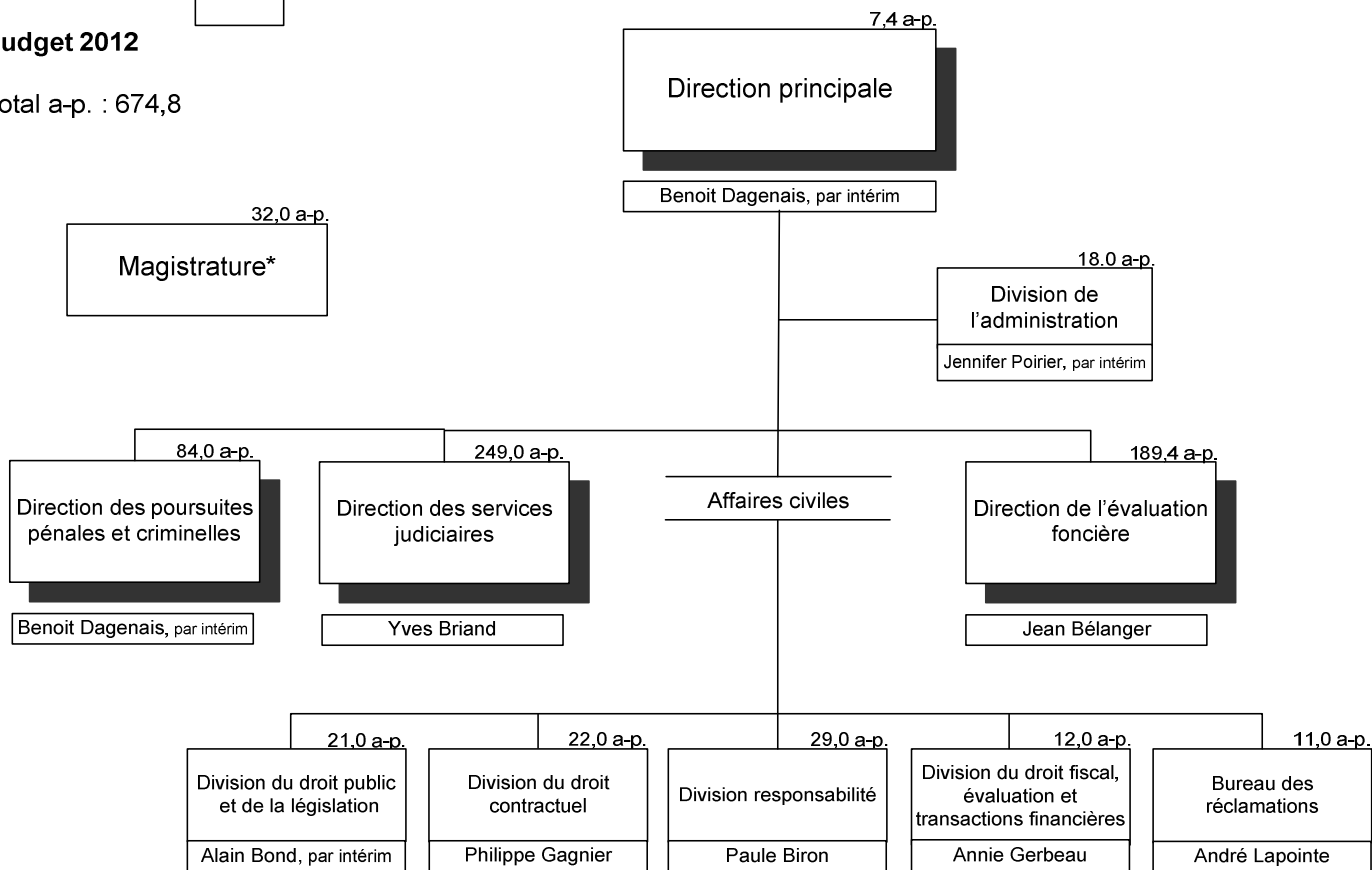
Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

- Offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville et des arrondissements;
- Rédiger des règlements municipaux;
- Représenter la Ville devant les tribunaux et tribunaux administratifs;
- Assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale ayant pour objectif d'offrir sur l'ensemble de l'île de Montréal une justice de proximité accessible à tous les justiciables;
- Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM) et de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale, en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence;
- Offrir les services d'un Bureau des réclamations auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés;
- Produire, tenir à jour et défendre le rôle d'évaluation foncière des municipalités de l'agglomération de Montréal conformément aux dispositions de la Loi sur la fiscalité municipale.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Budget 2012

Total a-p. : 674,8



* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature

Janvier 2012

Sommaire

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Dépenses par activités

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal				Conseil d'agglomération				Total			
	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Administration générale												
Application de la loi	12 222,0	11 931,5	11 326,0	11 925,8	45 677,2	44 979,4	47 436,9	47 315,2	57 899,2	56 910,9	58 762,9	59 241,0
Évaluation	-	-	-	-	16 762,0	19 545,6	19 531,7	19 694,2	16 762,0	19 545,6	19 531,7	19 694,2
Autres	-	589,4	71,4	162,1	-	22,3	22,1	158,4	-	611,7	93,5	320,5
Total	12 222,0	12 520,9	11 397,4	12 087,9	62 439,2	64 547,3	66 990,7	67 167,8	74 661,2	77 068,2	78 388,1	79 255,7

Revenus par activités

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal				Conseil d'agglomération				Total			
	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Administration générale												
Application de la loi	94 134,3	92 755,3	99 199,2	99 291,0	86 285,2	81 877,7	81 133,8	88 850,0	180 419,5	174 633,0	180 333,0	188 141,0
Évaluation	-	-	-	-	106,3	70,0	800,0	70,0	106,3	70,0	800,0	70,0
Autres	1 157,1	526,2	526,2	526,2	3,6	-	-	-	1 160,7	526,2	526,2	526,2
Sécurité publique												
Autres	28,8	91,8	91,8	-	-	-	-	-	28,8	91,8	91,8	-
Total	95 320,2	93 373,3	99 817,2	99 817,2	86 395,1	81 947,7	81 933,8	88 920,0	181 715,3	175 321,0	181 751,0	188 737,2

Sommaire

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p. (1)	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2011	697,8	11 397,4	66 990,7	78 388,1
Ajustements				
Renversment de l'ajustement effectué par le Service des finances sur le solde comparatif 2011 relatif au transfert de crédits au Service du capital humain pour le financement de la dotation	-	-	375,4	375,4
Réaménagements budgétaires				
Augmentation locative - Fonds des immeubles	-	25,1	112,6	137,7
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	606,5	1 471,8	2 078,3
Création d'un poste d'avocat financé par les arrondissements	1,0	135,9	-	135,9
Création d'un poste de juge	1,0	-	270,5	270,5
Budgétisation d'employés en disponibilité	-	162,1	158,4	320,5
Stratégies de financement				
Abolition de postes et ajustements de rémunération	(15,0)	(128,3)	(627,5)	(755,8)
Abolition de postes en dotation - Transfert de crédits au Capital humain	(2,0)	(12,5)	(121,7)	(134,2)
Réduction des autres familles de dépenses - Financement du transfert au Capital humain	-	-	(241,2)	(241,2)
Réduction des autres familles de dépenses (excluant honoraires professionnels) (2)	-	(46,0)	(649,9)	(695,9)
Effort supplémentaire de 1 % sur le budget 2012 (excluant honoraires professionnels) (3)	(8,0)	(52,3)	(571,3)	(623,6)
Variation totale	(23,0)	690,5	177,1	867,6
Budget 2012	674,8	12 087,9	67 167,8	79 255,7

(1) Le budget comparatif 2011 des années-personnes comprend 7 postes provenant du projet pilote de réduction des frais des honoraires professionnels du SPVM et du SIM ainsi que du renforcement de la fonction publique.

(2) Diminution d'un virement de crédits d'un montant de 1 000,0 \$ en provenance des dépenses contingentes pour couvrir les honoraires juridiques de cabinets privés.

(3) Diminution d'un virement de crédits d'un montant de 200,0 \$ en provenance des dépenses contingentes pour couvrir les honoraires juridiques de cabinets privés.

Sommaire

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2011	99 817,2	81 933,8	181 751,0
Augmentation des frais d'émission de constats lors de la phase d'implantation du système de reconnaissance des plaques d'immatriculation - SRPI	-	1 010,0	1 010,0
Augmentation de la subvention liée aux dossiers de violence conjugale	-	200,0	200,0
Indexation des tarifs judiciaires en matière pénale par le gouvernement du Québec	-	2 706,2	2 706,2
Indexation du tarif des honoraires et des frais de transport des huissiers par un décret du gouvernement du Québec	-	800,0	800,0
Discussion en cours pour l'obtention d'une compensation financière du gouvernement du Québec pour le droit criminel (Demande du Service des finances)	-	3 000,0	3 000,0
Diminution du nombre de demandes de révision d'évaluation foncière - Fin de la période de contestation des rôles 2011-2012-2013	-	(730,0)	(730,0)
Variation totale	-	6 986,2	6 986,2
Budget 2012	99 817,2	88 920,0	188 737,2

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Conseil municipal	95 320,2	93 373,3	99 817,2	99 817,2	12 222,0	12 520,9	11 397,4	12 087,9
Conseil d'agglomération	86 395,1	81 947,7	81 933,8	88 920,0	62 439,2	64 547,3	66 990,7	67 167,8
Total	181 715,3	175 321,0	181 751,0	188 737,2	74 661,2	77 068,2	78 388,1	79 255,7

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011 (1)	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres, juges et stagiaires	13 752,4	14 704,5	15 806,4	81,0	87,0	86,0
Cols blancs	27 053,9	28 409,1	28 605,7	439,4	459,4	438,4
Professionnels	15 073,7	16 058,7	16 899,1	146,4	150,4	149,4
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	61,7	60,7	63,0	1,0	1,0	1,0
Total	55 941,7	59 233,0	61 374,2	667,8	697,8	674,8

(1) Le budget comparatif 2011 des années-personnes comprend 7 postes provenant du projet pilote de réduction des frais des honoraires professionnels du SPVM et du SIM ainsi que du renforcement de la fonction publique.

Sommaire

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	1 466,7	732,0	1 462,0	640,2
Autres revenus	178 448,6	172 789,0	178 489,0	183 097,0
Transferts	1 800,0	1 800,0	1 800,0	5 000,0
Total	181 715,3	175 321,0	181 751,0	188 737,2

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur	53 494,9	55 941,7	59 233,0	61 374,2
Transport et communication	2 600,0	2 177,3	2 111,1	1 908,8
Services professionnels	3 872,4	2 375,7	1 856,7	1 454,2
Services techniques et autres	7 608,8	9 327,9	8 322,7	7 863,4
Location, entretien et réparation	5 646,6	5 154,2	5 428,4	5 567,5
Biens non durables	733,1	1 160,7	1 047,1	846,1
Biens durables	567,8	275,4	251,5	241,5
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	137,6	655,3	137,6	-
Financement	-	-	-	-
Total	74 661,2	77 068,2	78 388,1	79 255,7

Principales réalisations 2011

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Engagements 2011

- Consolidation de l'offre de services juridiques (SIM, SPVM, sociétés paramunicipales);

- Maintien des mesures mises en place afin d'améliorer nos délais de traitement des procédures et des auditions;

- Réorganisation de la couverture de service de la cour sur le territoire de l'agglomération;

- Réception et traitement des demandes de révision résidentielles et non résidentielles à l'encontre des rôles 2011.

Réalisations 2011

- Représentation à l'interne par les avocats des Affaires civiles dans les dossiers majeurs et stratégiques. Exemple : prise en charge de l'arbitrage dans la réclamation de 34 M\$ de Génieau;

- Mise en place d'un projet pilote visant la prise en charge de l'ensemble des dossiers de relations du travail du SPVM et du SIM et intégration de 2 avocates et d'une analyste dans le cadre de ce projet;

- Le nombre de dossiers en attente d'être fixés à procès en janvier 2010 était de 59 427. À la suite de l'adoption de diverses mesures afin d'accélérer le traitement de ces dossiers, l'inventaire a été réduit à 35 613 dossiers;

- Prise en charge de l'ensemble des points de services pour les années 2011 et 2012, notamment par l'embauche de nombreux procureurs;

- Traitement de 4 135 demandes de révision résidentielles avant le 1er septembre 2011.

- Traitement de 2 669 demandes de révision non résidentielles avant le 1er novembre 2011.



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2012
DIRECTION PRINCIPALE ET AFFAIRES CIVILES

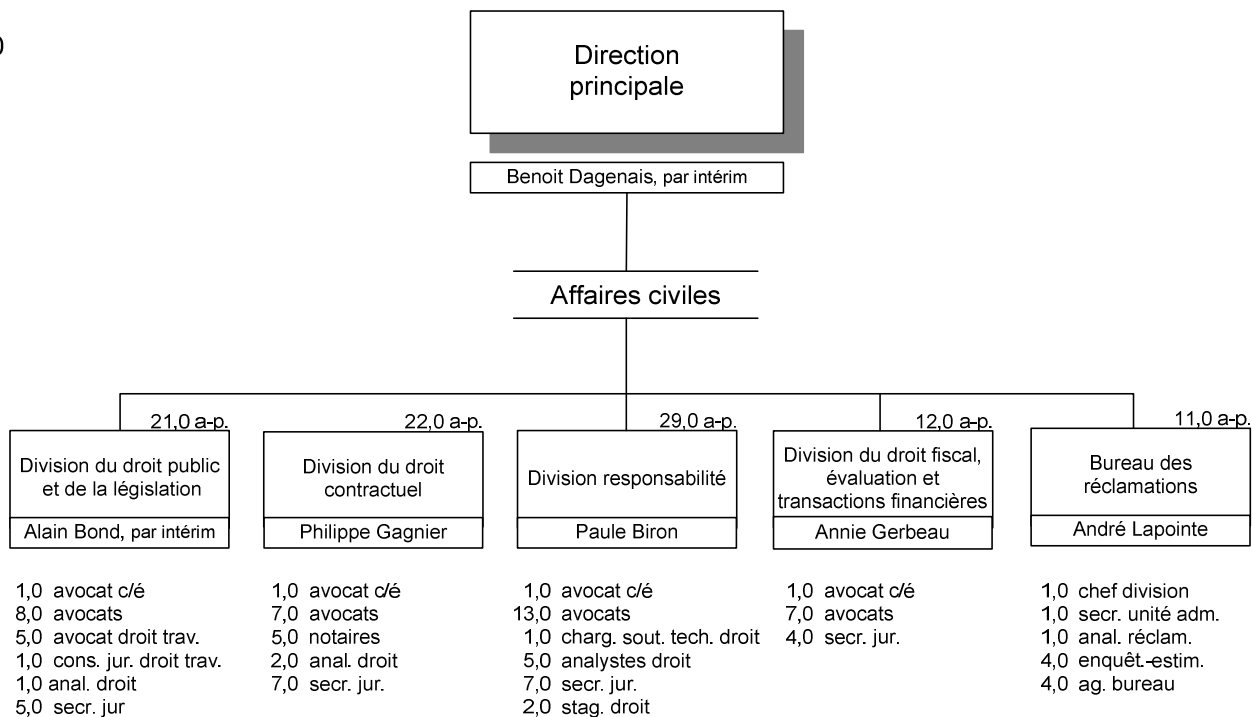
Mission

Direction principale et Affaires civiles

- Offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville et des arrondissements;
- Rédiger des règlements municipaux;
- Représenter la Ville devant les tribunaux et tribunaux administratifs;
- Offrir les services d'un Bureau des réclamations auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

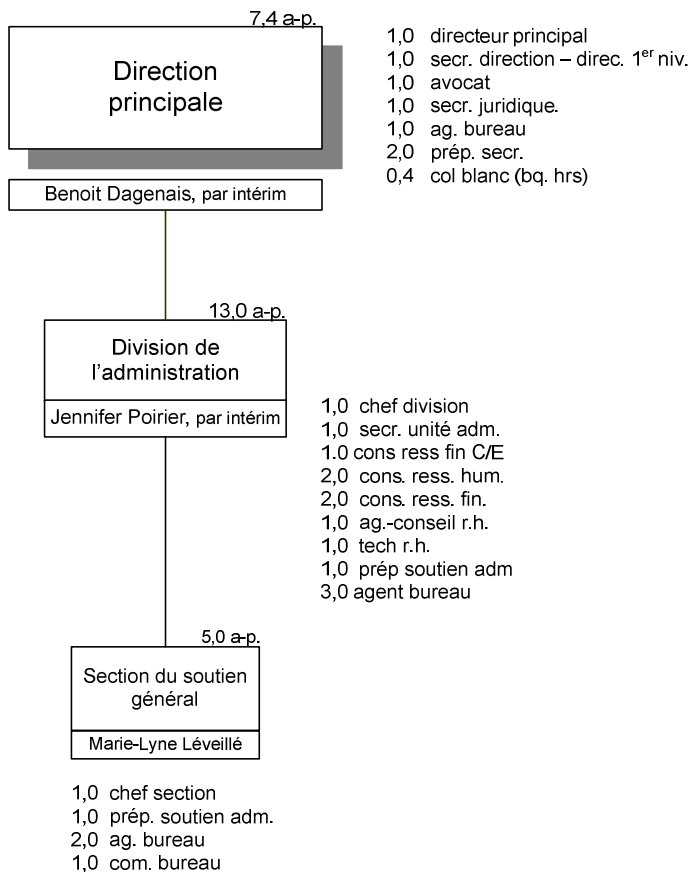
Total a-p. : 95,0



Janvier 2012

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 25,4 a-p



Janvier 2012

Sommaire

Direction principale et Affaires civiles

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p. (1)	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2011	127,4	11 397,4	1 399,6	12 797,0
Ajustements				
Renversment de l'ajustement effectué par le Service des finances sur le solde comparatif 2011 relatif au transfert de crédits au Service du capital humain pour le financement de la dotation	-	-	375,4	375,4
Réaménagements budgétaires				
Augmentation locative - Fonds des immeubles	-	25,1	-	25,1
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	606,5	42,5	649,0
Transfert de poste à la Direction de l'évaluation foncière	(1,0)	-	(63,0)	(63,0)
Création d'un poste d'avocat financé par les arrondissements	1,0	135,9	-	135,9
Budgétisation d'employés en disponibilité	-	162,1	-	162,1
Stratégies de financement				
Abolition de postes et ajustements de rémunération	(4,0)	(128,3)	-	(128,3)
Abolition de postes en dotation - Transfert de crédits au Capital humain	(2,0)	(12,5)	(121,7)	(134,2)
Réduction des autres familles de dépenses (excluant honoraires professionnels) (2)	-	(46,0)	-	(46,0)
Effort supplémentaire de 1 % sur le budget 2012 (excluant honoraires professionnels) (3)	(1,0)	(52,3)	-	(52,3)
Variation totale	(7,0)	690,5	233,2	923,7
Budget 2012	120,4	12 087,9	1 632,8	13 720,7

(1) Le budget comparatif 2011 des années-personnes comprend 7 postes provenant du projet pilote de réduction des frais des honoraires professionnels du SPVM et du SIM ainsi que du renforcement de la fonction publique.

(2) Diminution d'un virement de crédits d'un montant de 1 000,0 \$ en provenance des dépenses contingentes pour couvrir les honoraires juridiques de cabinets privés.

(3) Diminution d'un virement de crédits d'un montant de 200,0 \$ en provenance des dépenses contingentes pour couvrir les honoraires juridiques de cabinets privés.

Sommaire

Direction principale et Affaires civiles

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2011	586,2	-	586,2
Variation totale	-	-	-
Budget 2012	586,2	-	586,2

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Conseil municipal	1 345,0	586,2	586,2	586,2	12 222,0	12 520,9	11 397,4	12 087,9
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	1 685,0	184,8	1 399,6	1 632,8
Total	1 345,0	586,2	586,2	586,2	13 907,0	12 705,7	12 797,0	13 720,7

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011 (1)	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres et stagiaires	1 731,5	1 795,5	2 500,8	14,0	20,0	19,0
Cols blancs	3 132,1	3 794,6	3 947,3	54,4	63,4	57,4
Professionnels	4 241,2	4 848,5	5 460,5	39,0	43,0	44,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	60,7	-	-	1,0	-
Total	9 104,8	10 499,3	11 908,6	107,4	127,4	120,4

(1) Le budget comparatif 2011 des années-personnes comprend 7 postes provenant du projet pilote de réduction des frais des honoraires professionnels du SPVM et du SIM ainsi que du renforcement de la fonction publique.

Sommaire

Direction principale et Affaires civiles

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	1 286,8	526,2	526,2	526,2
Autres revenus	58,2	60,0	60,0	60,0
Transferts	-	-	-	-
Total	1 345,0	586,2	586,2	586,2

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur	9 225,0	9 104,8	10 499,3	11 908,6
Transport et communication	268,6	175,3	131,0	150,7
Services professionnels	2 618,4	1 125,9	601,0	322,7
Services techniques et autres	311,3	466,2	349,0	340,3
Location, entretien et réparation	673,3	644,3	679,4	706,6
Biens non durables	266,5	468,8	349,7	246,8
Biens durables	406,4	65,1	50,0	45,0
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	137,6	655,3	137,6	-
Financement	-	-	-	-
Total	13 907,1	12 705,7	12 797,0	13 720,7

Principales réalisations 2011
Direction principale et Affaires civiles

Engagements 2011

- Consolidation de l'offre de services juridiques (SIM, SPVM, sociétés paramunicipales);

- Réorganisation des activités de la nouvelle division - Administration;

- Déménagement du Bureau des réclamations;

- Développement informatique et mise en place d'un nouveau système de gestion des réclamations.

Réalisations 2011

- Représentation à l'interne par les avocats des Affaires civiles dans les dossiers majeurs et stratégiques. Exemple : prise en charge de l'arbitrage dans la réclamation de 34 M \$ de Génieau;

- Mise en place d'un projet pilote visant la prise en charge de l'ensemble des dossiers de relations du travail du SPVM et du SIM et intégration de 2 avocates et d'une analyste dans le cadre de ce projet;

- Prise en charge de certains dossiers de la Société du parc Jean Drapeau;

- La fusion des deux administrations en une seule est complétée. Les différentes équipes ont maintenant des répertoires et outils communs afin de réaliser leurs mandats en équipe;

- Déménagement du Bureau des réclamations; déménagement et installation pratiquement complétés le 8 novembre 2011;

- Développement informatique et mise en place d'un nouveau système de gestion des réclamations; le système est complété dans une proportion d'environ 50 %, les phases d'étude des processus, d'analyse des rapports et de conversion des données sont avancées et se poursuivront en 2012.

Priorités 2012

Direction principale et Affaires civiles

- Maintien de l'expertise interne et diffusion accrue de cette expertise, entre autres par une implication soutenue dans les dossiers stratégiques de la Ville;
- Recouvrement des montants dus à la Ville de Montréal : soutien aux arrondissements et services centraux afin d'assurer la récupération de leurs créances (dommages causés par des tiers, occupation du domaine public, etc.);
- Traitement presque exclusivement à l'interne des dossiers de contestation de la valeur foncière du rôle foncier 2011-2013 dans un contexte d'augmentation d'environ 36 % des contestations déposées au tribunal administratif du Québec entre le rôle 2007-2011 et le présent rôle. Leur nombre est estimé à 400 à ce jour;
- Poursuite des démarches visant à offrir des services juridiques aux organismes partenaires du milieu municipal;
- Poursuite du développement du système informatisé de gestion des réclamations afin de l'implanter en 2013.



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2012
DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

Mission

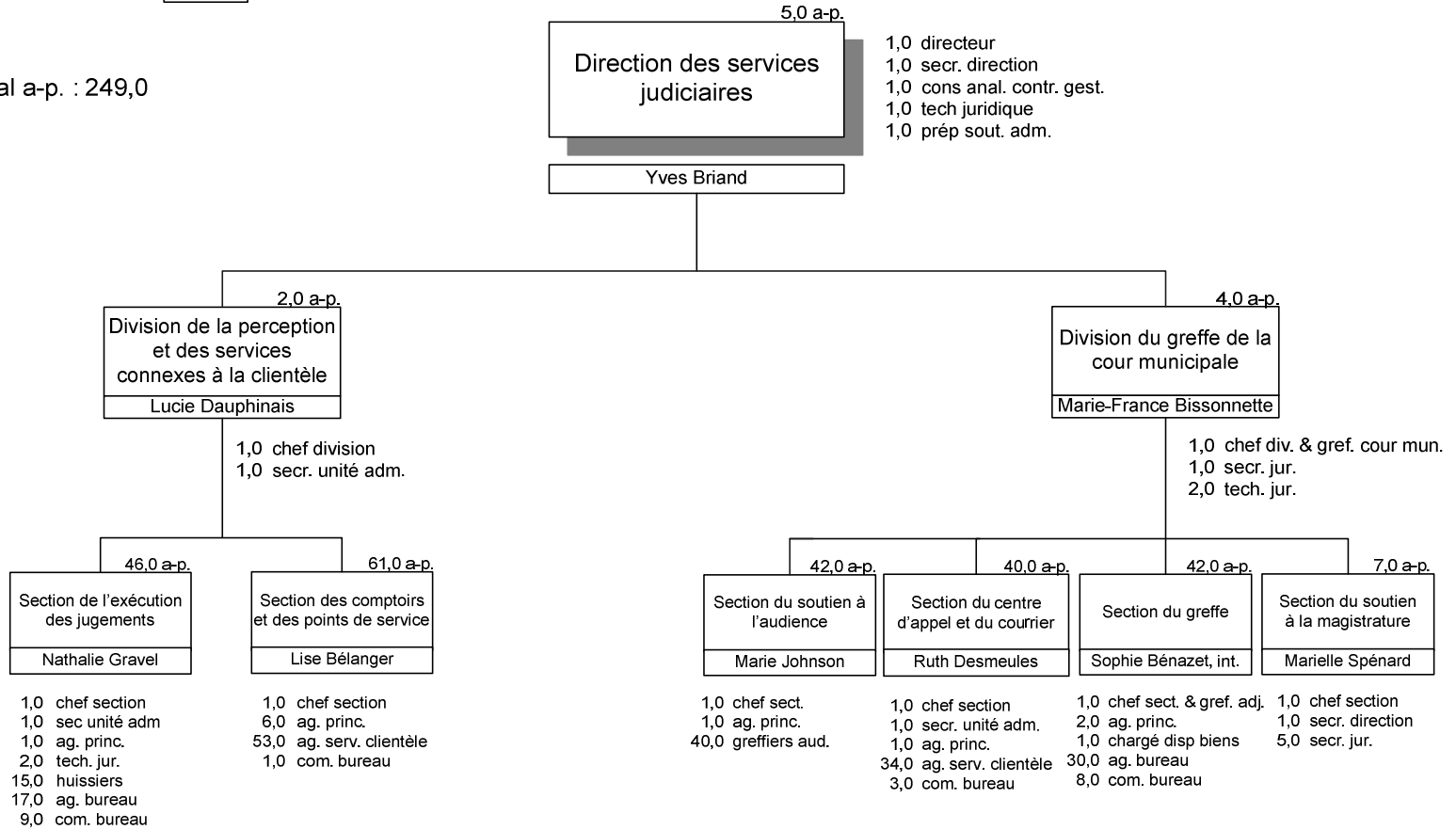
Direction des services judiciaires

Assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale ayant pour objectifs d'offrir sur l'ensemble de l'île de Montréal une justice de proximité accessible à tous les justiciables et à cette fin, voir plus particulièrement à assurer :

- Le traitement des procédures déposées devant la cour municipale de la Ville de Montréal;
- La tenue des auditions au chef-lieu ainsi que dans les points de service répartis sur le territoire de l'île de Montréal;
- L'exécution des jugements rendus par la cour municipale et la perception des frais et des amendes en découlant.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 249,0



Janvier 2012

Sommaire

Direction des services judiciaires

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2011 (1)	342,0	-	37 606,4	37 606,4
Ajustements				
Réaménagements budgétaires				
Augmentation locative - Fonds des immeubles	-	-	63,8	63,8
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	503,7	503,7
Transferts à la Direction des poursuites pénales et criminelles	(85,0)	-	(9 078,8)	(9 078,8)
Budgétisation d'employés en disponibilité	-	-	49,8	49,8
Stratégies de financement				
Abolition de postes	(5,0)	-	(189,8)	(189,8)
Réduction des autres familles de dépenses - Financement du transfert au Capital humain	-	-	(81,2)	(81,2)
Réduction des autres familles de dépenses	-	-	(379,9)	(379,9)
Effort supplémentaire de 1 % sur le budget 2012	(3,0)	-	(209,9)	(209,9)
Variation totale	(93,0)	-	(9 322,3)	(9 322,3)
Budget 2012	249,0	-	28 284,1	28 284,1

(1) Le solde comparatif 2011 représente le budget original 2011 de l'ancienne Direction des affaires pénales et criminelles diminué de la charge interunité - informatique.

Sommaire

Direction des services judiciaires

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2011 (1)	99 231,0	81 133,8	180 364,8
Augmentation des frais d'émission de constats lors de la phase d'implantation du système de reconnaissance des plaques d'immatriculation - SRPI	-	1 010,0	1 010,0
Augmentation de la subvention liée aux dossiers de violence conjugale	-	200,0	200,0
Indexation des tarifs judiciaires en matière pénale par le gouvernement du Québec	-	2 706,2	2 706,2
Indexation du tarif des honoraires et des frais de transport des huissiers par un décret du gouvernement du Québec	-	800,0	800,0
Discussion en cours pour l'obtention d'une compensation financière du gouvernement du Québec pour le droit criminel (Demande du Service des finances)	-	3 000,0	3 000,0
Variation totale	-	7 716,2	7 716,2
Budget 2012	99 231,0	88 850,0	188 081,0

(1) Le solde comparatif 2011 représente le budget original 2011 de l'ancienne Direction des affaires pénales et criminelles.

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Conseil municipal	93 975,3	92 787,1	99 231,0	99 231,0	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	86 288,8	81 877,7	81 133,8	88 850,0	36 188,8	36 437,2	37 606,4	28 284,1
Total	180 264,1	174 664,8	180 364,8	188 081,0	36 188,8	36 437,2	37 606,4	28 284,1

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres et stagiaires	1 876,3	2 041,4	1 162,6	15,0	18,0	9,0
Cols blancs	16 283,8	17 698,0	15 680,5	261,0	283,0	239,0
Professionnels	4 336,5	4 592,6	89,7	40,0	41,0	1,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	22 496,6	24 332,0	16 932,8	316,0	342,0	249,0

Note: Les données antérieures à l'exercice 2012 proviennent de l'ancienne Direction des affaires pénales et criminelles

Sommaire

Direction des services judiciaires

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	73,8	135,8	135,8	44,0
Autres revenus	178 390,2	172 729,0	178 429,0	183 037,0
Transferts	1 800,0	1 800,0	1 800,0	5 000,0
Total	180 264,0	174 664,8	180 364,8	188 081,0

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur	22 607,6	22 496,6	24 332,0	16 932,8
Transport et communication	2 003,1	1 371,3	1 374,1	1 053,2
Services professionnels	1 197,4	1 107,2	1 109,0	14,0
Services techniques et autres	6 376,3	8 010,6	7 047,7	6 683,9
Location, entretien et réparation	3 556,3	3 025,8	3 240,6	3 273,9
Biens non durables	364,0	360,7	453,0	288,8
Biens durables	84,0	65,0	50,0	37,5
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	36 188,7	36 437,2	37 606,4	28 284,1

Principales réalisations 2011

Direction des services judiciaires

Engagements 2011

- Maintien des mesures mises en place afin d'améliorer nos délais de traitement des procédures et des auditions;
- Ouverture d'une nouvelle salle d'audience au chef-lieu de la cour;
- Réorganisation de la couverture de service de la cour sur le territoire de l'agglomération;
- Développement informatique d'un module de gestion des encaissements et d'un nouveau processus pour la signification des procédures.
- Révision de nos modes de communication avec la clientèle.

Réalisations 2011

- Le nombre de dossiers en attente d'être fixés à procès en janvier 2010 était de 59 427. À la suite de l'adoption de diverses mesures afin d'accélérer le traitement de ces dossiers, l'inventaire a été réduit à 35 613 dossiers;
- Ouverture de la salle 1.15 depuis le mois d'avril 2011;
- À la suite de la réorganisation dans le secteur est de l'île, la cour municipale a procédé à la fermeture complète de ses points de service situés à Saint-Léonard et à Outremont au cours de l'année 2011. La cour dispose maintenant de quatre points de service répartis sur le territoire de l'agglomération;
- Le module d'encaissement a été développé et intégré au système IBM en remplacement d'un système de caisse « externe ». Ce module a été déployé à l'ensemble des comptoirs de service de la cour en remplacement de l'application externe, permettant des économies importantes au niveau de l'acquisition et du renouvellement des licences d'utilisation. Des gains ont également été réalisés au niveau de la gestion des processus et des contrôles;
- Nous n'avons pu, faute de dispositions budgétaires, procéder à la réalisation de cet objectif.

Priorités 2012

Direction des services judiciaires

- Poursuivre les démarches visant le réaménagement de l'édifice du chef-lieu de la cour;
- Réorganisation de la cour dans le secteur sud-ouest : démarches visant l'ouverture d'un point de service répondant aux besoins tant au niveau de l'audience que du service à la clientèle;
- Appel d'offres et refonte du système Imagétique de la cour;
- Mise en place d'une nouvelle plateforme téléphonique pour le centre d'appels;
- Signature d'une entente avec l'Agence de la santé et des services sociaux assurant la pérennité du tribunal de la santé mentale.



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2012
DIRECTION DES POURSUITES PÉNALES ET CRIMINELLES

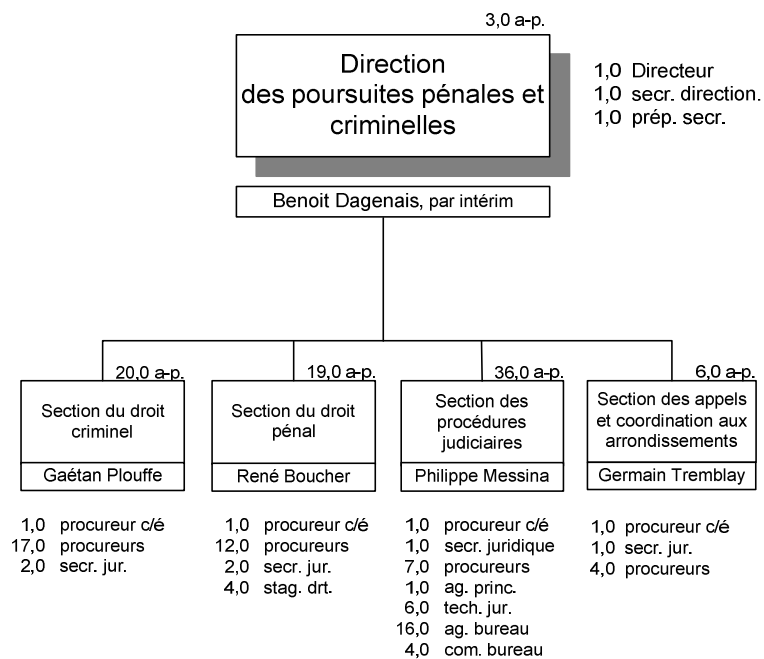
Mission

Direction des poursuites pénales et criminelles

Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM) et de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale, en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 84,0



Janvier 2012

Sommaire

Direction des poursuites pénales et criminelles

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2011	-	-	-	-
Ajustements				
Réaménagements budgétaires				
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	151,9	151,9
Transferts de la Direction des services judiciaires	85,0	-	9 078,8	9 078,8
Budgétisation d'employés en disponibilité	-	-	108,6	108,6
Stratégies de financement				
Effort supplémentaire de 1 % sur le budget 2012	(1,0)	-	(88,6)	(88,6)
Variation totale	84,0	-	9 250,7	9 250,7
Budget 2012	84,0	-	9 250,7	9 250,7

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Conseil municipal	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	-	-	-	9 250,7
Total	-	-	-	-	-	-	-	9 250,7

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres et stagiaires	-	-	1 038,7	-	-	9,0
Cols blancs	-	-	2 127,8	-	-	35,0
Professionnels	-	-	4 578,3	-	-	40,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	7 744,8	-	-	84,0

Sommaire

Direction des poursuites pénales et criminelles

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	-	-	-	-
Autres revenus	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	-	7 744,8
Transport et communication	-	-	-	121,5
Services professionnels	-	-	-	1 014,0
Services techniques et autres	-	-	-	196,0
Location, entretien et réparation	-	-	-	29,7
Biens non durables	-	-	-	132,2
Biens durables	-	-	-	12,5
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	-	-	-	9 250,7

Principales réalisations 2011

Direction des poursuites pénales et criminelles

Engagements 2011

- Maintien de la qualité de services et des programmes offerts;

- Réorganisation de la couverture de service de la cour sur le territoire de l'agglomération;

- Maintien des mesures mises en place afin d'améliorer nos délais de traitement des procédures et auditions;

- Mise en place d'un projet pilote pour l'application de la Loi de l'impôt sur le tabac à la cour municipale.

Réalisations 2011

- Gestion des dossiers relatifs à la contestation constitutionnelle du nouveau régime en matière de facultés affaiblies et développement d'un système de gestion et de procédure en terme de divulgation de preuve ayant permis, entre autres, d'obtenir des dons importants aux organismes de charité de la Ville de Montréal;

- Mise en place d'une nouvelle procédure pour l'émission de mandats d'arrestation en vertu de l'article 524 du Code criminel;

- Développement du programme de procureur désigné en matière d'itinérance;

- Prise en charge de l'ensemble des points de services pour les années 2011 et 2012, notamment par l'embauche de nombreux procureurs;

- Rattrapage du retard de 17 000 constats à l'étude des plaidoyers;

- Le projet est toujours à l'étude.

Priorités 2012

Direction des poursuites pénales et criminelles

- Mise en place du plan d'action élaboré dans le cadre du processus de mobilisation et d'amélioration de la performance;
- Implantation d'un mécanisme de mentorat en soutien aux jeunes procureurs;
- Implantation de l'organisation du site intranet et développement du moteur de recherche pour soutien aux procureurs;
- Révision des critères et des procédures de désassignation en matière pénale;
- Étude et analyse des besoins afin d'améliorer les procédures d'assignation des tâches des procureurs.



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2012
MAGISTRATURE

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 32,0 a-p

32,0 a-p
Magistrature*

* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature

Janvier 2012

Principaux écarts - volet des dépenses*(en années-personnes et en milliers de dollars)*

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2011	31,0	-	8 992,0	8 992,0
Ajustements				
Réaménagements budgétaires				
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	26,1	26,1
Création d'un poste de juge	1,0	-	270,5	270,5
Stratégies de financement				
Réduction des autres familles de dépenses	-	-	(15,7)	(15,7)
Réduction des honoraires professionnels - juges provisoires	-	-	(200,0)	(200,0)
Effort supplémentaire de 1 % sur le budget 2012	-	-	(78,3)	(78,3)
Variation totale	1,0	-	2,6	2,6
Budget 2012	32,0	-	8 994,6	8 994,6

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Conseil municipal	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	7 553,4	8 129,7	8 992,0	8 994,6
Total	-	-	-	-	7 553,4	8 129,7	8 992,0	8 994,6

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Juges	7 340,6	8 525,4	8 743,7	31,0	31,0	32,0
Cols blancs	395,0	-	-	7,0	-	-
Professionnels	-	-	-	-	-	-
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	7 735,6	8 525,4	8 743,7	38,0	31,0	32,0

Revenus par principaux objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	-	-	-	-
Autres revenus	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Dépenses par objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur	6 832,7	7 735,6	8 525,4	8 743,7
Transport et communication	0,9	12,3	17,1	17,1
Services professionnels	0,4	0,4	0,9	0,9
Services techniques et autres	709,9	377,4	400,9	200,9
Location, entretien et réparation	-	-	-	-
Biens non durables	4,7	4,0	41,5	25,8
Biens durables	4,8	-	6,2	6,2
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	7 553,4	8 129,7	8 992,0	8 994,6

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2012
DIRECTION DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

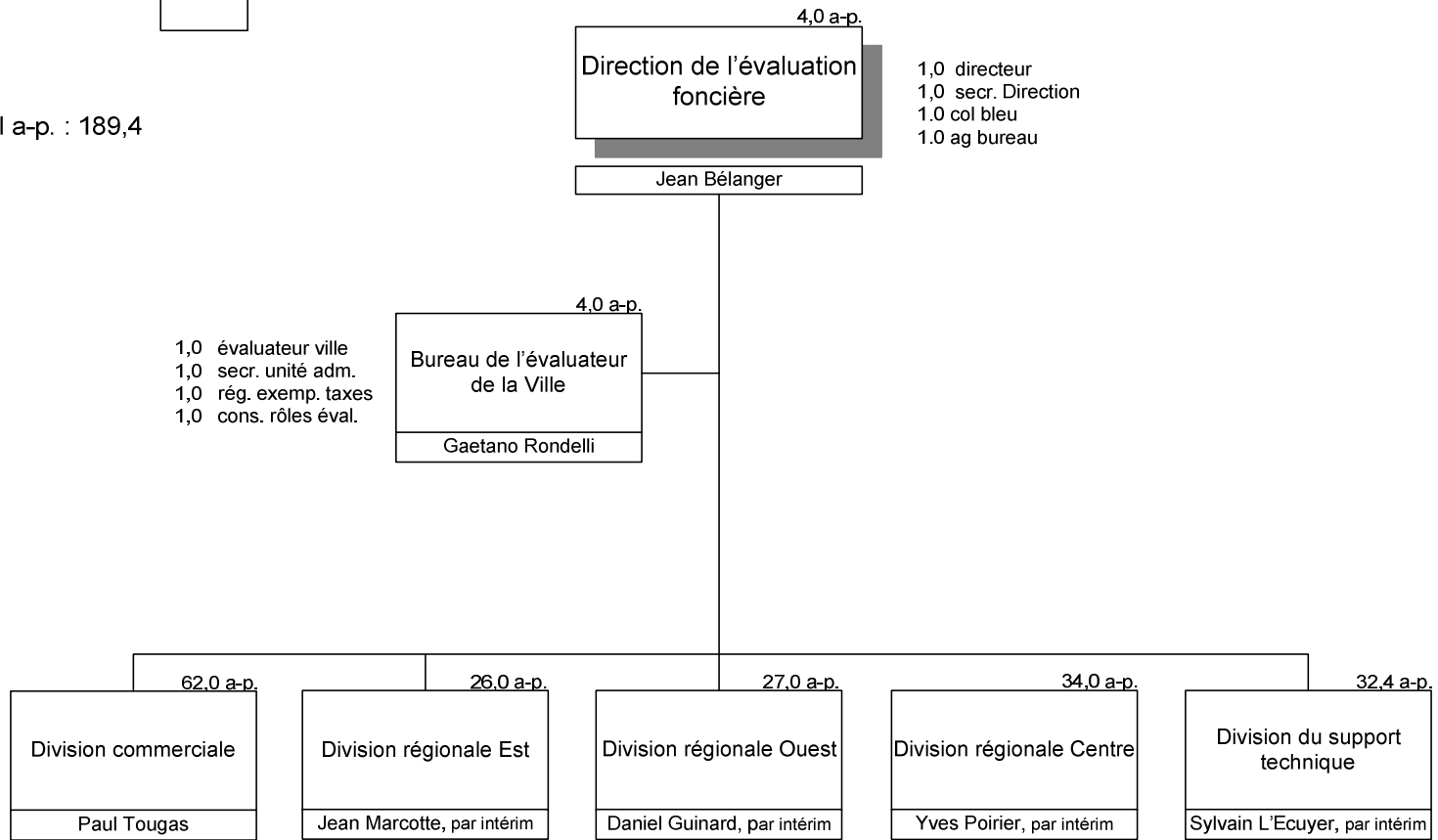
Mission

Direction de l'évaluation foncière

Production, tenue à jour et défense des rôles d'évaluation foncière des municipalités de l'agglomération de Montréal conformément aux dispositions de la Loi sur la fiscalité municipale.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 189,4

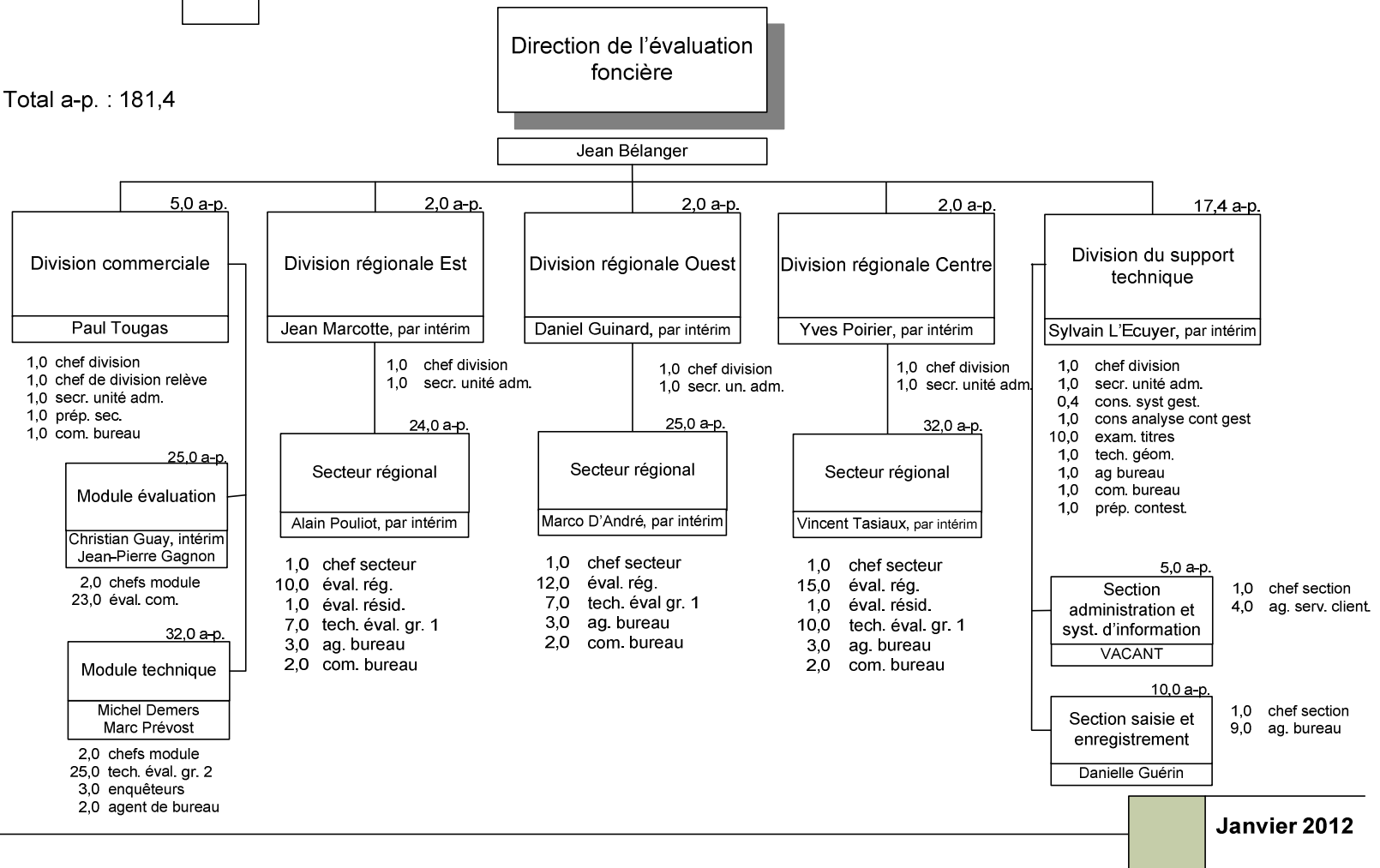


Détail page suivante

Janvier 2012

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 181,4



Sommaire

Direction de l'évaluation foncière

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2011	197,4	-	18 992,7	18 992,7
Ajustements				
Réaménagements budgétaires				
Augmentation locative - Fonds des immeubles	-	-	48,8	48,8
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	747,6	747,6
Transferts de poste de la Direction principale	1,0	-	63,0	63,0
Stratégies de financement				
Abolition de postes et ajustements de rémunération	(6,0)	-	(437,7)	(437,7)
Réduction des autres familles de dépenses - Financement du transfert au Capital humain	-	-	(160,0)	(160,0)
Réduction des autres familles de dépenses	-	-	(54,3)	(54,3)
Effort supplémentaire de 1 % sur le budget 2012	(3,0)	-	(194,5)	(194,5)
Variation totale	(8,0)	-	12,9	12,9
Budget 2012	189,4	-	19 005,6	19 005,6

Sommaire

Direction de l'évaluation foncière

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2011	-	800,0	800,0
Diminution du nombre de demandes de révision d'évaluation foncière - Fin de la période de contestation des rôles 2011-2012-2013	-	(730,0)	(730,0)
Variation totale	-	(730,0)	(730,0)
Budget 2012	-	70,0	70,0

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Conseil municipal	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	106,3	70,0	800,0	70,0	17 012,0	19 795,6	18 992,7	19 005,6
Total	106,3	70,0	800,0	70,0	17 012,0	19 795,6	18 992,7	19 005,6

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres et contremaîtres	2 804,0	2 342,2	2 360,6	21,0	18,0	17,0
Cols blancs	7 243,0	6 916,5	6 850,1	117,0	113,0	107,0
Professionnels	6 496,0	6 617,6	6 770,6	67,4	66,4	64,4
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Préposés aux traverses d'écoliers	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	61,7	-	63,0	1,0	-	1,0
Total	16 604,7	15 876,3	16 044,3	206,4	197,4	189,4

Revenus par principaux objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	106,1	70,0	800,0	70,0
Autres revenus	0,2	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Total	106,3	70,0	800,0	70,0

Dépenses par objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2010	Budget Comparatif 2010	Budget Comparatif 2011	Budget 2012
Rémunération et cotisations de l'employeur	14 829,6	16 604,7	15 876,3	16 044,3
Transport et communication	327,4	618,4	588,9	566,3
Services professionnels	56,2	142,2	145,8	102,6
Services techniques et autres	211,3	473,7	525,1	442,3
Location, entretien et réparation	1 417,0	1 484,1	1 508,4	1 557,3
Biens non durables	97,9	327,2	202,9	152,5
Biens durables	72,6	145,3	145,3	140,3
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	17 012,0	19 795,6	18 992,7	19 005,6

Principales réalisations 2011

Direction de l'évaluation foncière

Engagements 2011

- Révision du programme de réinspection des 265 000 propriétés résidentielles de 5 logements et moins sur une période de 9 ans par:
 - Envoi de 20 000 formulaires d'autodéclaration;
 - Visite de 15 000 propriétés;
 - Émission de 4 000 certificats;

- Réception et traitement des demandes de révision résidentielles et non résidentielles à l'encontre des rôles 2011;

- Mise aux normes de la réglementation prévue au Manuel d'évaluation foncière du Québec:
 - Phase 1 (janvier 2012) : Révision du contenu du rôle d'évaluation;
 - Phase 2 (janvier 2016) : Révision des dossiers d'évaluation

Réalisations 2011

- Révision du programme de réinspection des 265 000 propriétés résidentielles de 5 logements et moins sur une période de 9 ans par:
 - Envoi de 14 148 formulaires d'autodéclaration;
 - Visite de 6 044 propriétés;
 - Émission de 2 203 certificats (réinspection résidentielle totale 2010-2011);

- Traitement de 4 135 demandes de révision résidentielles avant le 1^{er} septembre 2011;

- Traitement de 2 669 demandes de révision non résidentielles avant le 1^{er} novembre 2011;

- Mise aux normes de la réglementation prévue au Manuel d'évaluation foncière du Québec:
 - Phase 1 : 95% des travaux réalisés;
 - Phase 2 : 20% des travaux réalisés.

Priorités 2012

Direction de l'évaluation foncière

- Amorce des travaux de confection des rôles 2014-2016 (collecte de données économiques, taux de terrain, révision des unités de voisinage);
- Traitement des requêtes au Tribunal administratif du Québec;
- Mise aux normes du Manuel d'évaluation foncière du Québec.

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Tableaux annexes

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Dépenses - évolution budgétaire 2011

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2011	10 698,0	69 580,4	80 278,4
Crédits additionnels:			
Dépenses contingentes	2 472,3	1 865,0	4 337,3
Renforcement de la fonction publique	256,5	256,5	513,0
Projet pilote - Réduction des frais d'honoraires professionnels (SPVM et SIM)	-	342,1	342,1
Prêt de service du contentieux à la SHDM et virement de crédits interne	133,5	1,5	135,0
Plans d'amélioration	(1 107,2)	(1 924,6)	(3 031,8)
Transfert aux activités d'investissement du MRA	-	(18,4)	(18,4)
Budget modifié 2011	12 453,1	70 102,5	82 555,6
Prévisions 2011	12 403,1	69 102,5	81 505,6
Surplus (déficit)	50,0	1 000,0	1 050,0
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Postes laissés vacants temporairement	50,0	1 000,0	1 050,0
	50,0	1 000,0	1 050,0

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Revenus - évolution budgétaire 2011

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget comparatif 2011	99 817,2	81 933,8	181 751,0
Prêt de service avec remboursement par la SHDM	135,0	-	135,0
Budget modifié 2011	99 952,2	81 933,8	181 886,0
Prévisions 2011	99 952,2	81 933,8	181 886,0
Surplus (déficit)	-	-	-
 <u>Explication des principaux écarts</u>			
	-	-	-

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Dépenses - évolution budgétaire 2011 - Budget 2012

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Prévisions 2011 (inscrit dans le tableau Évolution dépenses 2011)	12 403,1	69 102,5	81 505,6
Redressement - Transfert capital humain - Dotation	(12,5)	(362,9)	(375,4)
Redressement - Renforcement de la fonction publique	256,5	(256,5)	-
Redressement - Projet pilote - réduction des frais d'honoraires professionnels (SPVM et SIM)	327,1	(77,0)	250,1
Redressement - Charges interunités - informatique	(140,7)	(2 479,4)	(2 620,1)
Prévisions 2011 redressées	12 833,5	65 926,7	78 760,2
Budget 2012	12 087,9	67 167,8	79 255,7
Variation	745,6	(1 241,1)	(495,5)
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Ajustements			
Augmentation locative - Fonds des immeubles	(25,1)	(112,6)	(137,7)
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	(606,5)	(1 471,8)	(2 078,3)
Création d'un poste d'avocat financé par les arrondissements	(135,9)	-	(135,9)
Création d'un poste de juge	-	(270,5)	(270,5)
Stratégie de financement			
Abolition de postes et ajustements de rémunération	128,3	627,5	755,8
Budgétisation d'employés en disponibilité	(162,1)	(158,4)	(320,5)
Réduction des autres familles de dépenses (excluant honoraires professionnels) (1)	46,0	649,9	695,9
Effort supplémentaire 1% sur le budget 2012 (excluant honoraires professionnels) (2)	52,3	571,3	623,6
Crédits additionnels 2011:			
Dépenses contingentes	2 472,3	1 865,0	4 337,3
Prêt de service du contentieux à la SHDM et virement de crédits interne	133,5	1,5	135,0
Plans d'amélioration 2011	(1 107,2)	(1 924,6)	(3 031,8)
Transfert aux activités d'investissement du MRA 2011	-	(18,4)	(18,4)
Postes laissés vacants temporairement 2011	(50,0)	(1 000,0)	(1 050,0)
	745,6	(1 241,1)	(495,5)

(1) Diminution d'un virement de crédits d'un montant de 1 000,0 \$ en provenance des dépenses contingentes pour couvrir les honoraires juridiques de cabinets privés.

(2) Diminution d'un virement de crédits d'un montant de 200,0 \$ en provenance des dépenses contingentes pour couvrir les honoraires juridiques de cabinets privés.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Revenus - évolution budgétaire 2011 - Budget 2012

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Prévisions 2011 (inscrit dans le tableau Évolution revenus 2011)	99 952,2	81 933,8	181 886,0
Redressement	-	-	-
Prévisions 2011 redressées	99 952,2	81 933,8	181 886,0
Budget 2012	99 817,2	88 920,0	188 737,2
Variation	(135,0)	6 986,2	6 851,2
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Augmentation des frais d'émission de constats lors de la phase d'implantation du système de reconnaissance des plaques d'immatriculation - SRPI	-	1 010,0	1 010,0
Augmentation de la subvention liée aux dossiers de violence conjugale	-	200,0	200,0
Indexation des tarifs judiciaires en matière pénale par le gouvernement du Québec	-	2 706,2	2 706,2
Indexation du tarif des honoraires et des frais de transport des huissiers par un décret du gouvernement du Québec	-	800,0	800,0
Discussion en cours pour l'obtention d'une compensation financière du gouvernement du Québec pour le droit criminel (Demande du service des finances)	-	3 000,0	3 000,0
Diminution du nombre de demandes de révision d'évaluation foncière - Fin de la période de contestation des rôles 2011-2012-2013	-	(730,0)	(730,0)
Prêt de service avec remboursement par la SHDM	(135,0)	-	(135,0)
	(135,0)	6 986,2	6 851,2

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Coordonnées

**775, rue Gosford
4e étage
Montréal (Québec)
H2Y 3B9**

**Personne responsable du volet budgétaire
Jennifer Poirier
Chef de division administration
(514) - 872-3876**